



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/23403
10 janvier 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

NOTE VERBALE DATEE DU 9 JANVIER 1992, ADRESSEE AU SECRETAIRE
GENERAL PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE L'AUTRICHE AUPRES
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Le Représentant permanent de l'Autriche auprès de l'Organisation des Nations Unies a l'honneur de présenter les informations ci-après, en application de la disposition 5 a) de la résolution 724 (1991) du Conseil de sécurité.

Le Gouvernement autrichien a pris dès juillet 1991 des mesures allant déjà dans le sens de la résolution 713 (1991) que le Conseil de sécurité a adoptée le 25 septembre 1991 et qui en son paragraphe 6 établit un embargo général et complet sur toutes les livraisons d'armes et d'équipements militaires à la Yougoslavie.

Le Gouvernement fédéral, en vertu des pouvoirs que lui confère la loi fédérale de 1977 concernant l'exportation, l'importation et le transit d'armes et de matériel militaire, a adopté le 10 juillet 1991 un décret interdisant de manière générale toutes les exportations d'armement et matériel militaire et d'armes et munitions civiles vers la Yougoslavie. Toute violation des dispositions de ce décret est passible de sanctions pénales précises.

Par ailleurs, les transactions et activités légales portant sur l'exportation d'armes, de munitions et d'explosifs à destination de la Yougoslavie sont entièrement régies par un décret du Ministère fédéral des affaires économiques pris le 12 juillet 1991 en application de la loi de 1984 sur le commerce extérieur. Ce décret stipule que toutes les transactions et activités légales de cette nature doivent être soumises à l'autorisation préalable du Ministère des affaires économiques.

Ainsi, l'Autriche applique l'embargo obligatoire sur toutes les livraisons d'armes et d'équipements militaires en Yougoslavie tel qu'il a été décidé par le Conseil de sécurité au paragraphe 6 de sa résolution 713 (1991). S'agissant de sa position générale au sujet de l'application de sanctions obligatoires décidées par l'organe compétent de l'Organisation des Nations Unies, on se reportera à sa réponse concernant l'application de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité.
